Viabilité économique de la filière du réemploi des bouteilles en verre : état des lieux et perspectives

REP emballages ménagers

SYNTHÈSE DÉTAILLÉE – OCTOBRE 2026

Table des matières

Résumé exécutif **4**

I. Contexte & méthodologie **6**

A. Contexte **6**

B. Périmètre et objectifs **6**

C. Méthodologie **7**

1. Etape 1 : Cartographie de la chaîne de valeur et identification des coûts et revenus de la boucle *7*

2. Etape 2 : Collecte de données qualitatives *8*

3. Etape 3 : Collecte de données quantitatives *8*

4. Etape 4 : Agrégation et consolidation des données *9*

5. Etape 5 : Extrapolation nationale *10*

6. Etape 6 : Construction de scénarios prospectifs *10*

II. Etat des lieux 2025 de la filière **12**

A. Panorama des coûts et revenus des acteurs de la boucle **12**

B. Analyse micro-économique des opérateurs / laveurs **14**

1. Coûts : une structure marquée par le poids des coûts fixes *14*

2. Revenus : des recettes insuffisantes pour couvrir les coûts supportés *15*

3. Résultat : un déficit unitaire *16*

C. **Extrapolation nationale** 17

III. Scénarios prospectifs **19**

A. Présentation des scénarios et de la démarche **19**

B. Scénario « volume seul » **21**

C. Scénario « volume + gains de productivité » **22**

IV. Conclusions et orientations stratégiques **28**

A. Le rôle capital de l'augmentation des volumes **28**

B. Une filière qui pourrait atteindre la rentabilité dès 2031 ..... **28**

C. Un besoin de soutiens à court terme **29**

Annexes **30**

Annexe 1 : Exemple de fichier de collecte pour un opérateur *30*

Annexe 2 : Scénarios « volume seul » *31*

Annexe 3 : Scénarios avec gains de productivité *31*

Annexe 4 : Synthèse des soutiens par acteurs proposés par Léko dans le cadre du déploiement national..... *32*

Résumé exécutif

La filière française du réemploi des bouteilles en verre est en phase de structuration mais son équilibre économique reste fragile. La présente étude, consacrée aux circuits de grandes et moyennes surfaces et de grandes surfaces spécialisées, vise à identifier les conditions dans lesquelles les opérateurs de réemploi et les laveurs pourraient atteindre la rentabilité, ainsi que les soutiens nécessaires pendant leur montée en charge.

L'analyse repose sur vingt-sept entretiens menés auprès de dix-sept opérateurs de réemploi, trois laveurs spécialisés, trois metteurs en marché et quatre distributeurs. Dix opérateurs ont transmis des données économiques détaillées, représentant environ 5 millions de bouteilles lavées. Ces données ont été harmonisées puis rapportées à la bouteille lavée. Les paramètres médians obtenus ont ensuite été appliqués à une hypothèse de 10 millions de bouteilles lavées en France en 2025 afin d'établir un état des lieux national et de construire six scénarios prospectifs à l'horizon 2035.

En 2025, le coût complet médian est estimé à 1,46 € par bouteille lavée, dont 0,52 € de coûts variables et 0,94 € de coûts fixes. Le chiffre d'affaires hors subventions atteint 0,65 € par bouteille, soit un déficit économique de 0,81 € par bouteille. Sur la base de 10 millions de bouteilles lavées, **le besoin théorique de financement de la filière est ainsi estimé à 8,1 M€ en 2025.**

Le poids des coûts fixes constitue le principal facteur de déséquilibre. Les infrastructures, les équipements et les fonctions support sont encore répartis sur des volumes insuffisants, ce qui renchérit fortement le coût unitaire. La collecte et le lavage représentent par ailleurs les principaux postes de coûts variables. Les taux de rebut, estimés à 9 % lors du tri et à 11 % lors du lavage, contribuent également au surcoût de la boucle. Les difficultés de décollement des étiquettes expliqueraient environ 85 % des refus au lavage.

Les scénarios prospectifs combinent trois trajectoires de croissance des volumes - **conservatrice, modérée et ambitieuse** - et deux hypothèses de productivité. La première série maintient les coûts variables unitaires à leur niveau de 2025 afin d'isoler l'effet de la montée en volume. La seconde intègre une baisse progressive des coûts de collecte, de massification, de tri et de lavage, rendue possible par une meilleure utilisation des équipements, la mutualisation des flux et l'optimisation des opérations.

Lorsque seuls les effets de volume sont pris en compte, le seuil de rentabilité se situe autour de 150 millions de bouteilles lavées par an. Une croissance de 20 % par an demeure insuffisante pour atteindre l'équilibre avant 2035. Une croissance de 40 % permettrait d'y parvenir en 2034, tandis que la trajectoire la plus ambitieuse conduirait à l'équilibre dès 2031.

L'intégration des gains de productivité ramène le **seuil de rentabilité à environ 90 millions de bouteilles par an** dans les hypothèses du modèle. Le scénario modéré, retenu comme trajectoire de référence, repose sur une croissance annuelle des volumes proche de 40 %. Il fait apparaître **un retour à l'équilibre en 2031**. Dans ce scénario, le coût complet diminuerait progressivement pour atteindre environ 0,42 € par bouteille en 2035, tandis que la marge unitaire atteindrait environ 0,23 €.

La phase de transition reste néanmoins financièrement exigeante. Dans le scénario de référence, le besoin de financement annuel atteindrait un pic proche de 9 millions d'euros en 2027, avant de diminuer progressivement jusqu'au retour à l'équilibre. **Le déficit cumulé des opérateurs et laveurs sur la période 2025-2030 est estimé à environ 45 millions d'euros**. Ce montant constitue un ordre de grandeur du déficit d'exploitation à couvrir ; il n'intègre pas l'ensemble des investissements, ni les moyens nécessaires à l'accompagnement des producteurs et distributeurs ou à la sensibilisation des consommateurs, qui sont pour autant indispensables à l'augmentation des volumes.

Trois orientations apparaissent prioritaires :

- La première consiste à **accélérer la croissance des volumes**, en développant l'offre réemployable, les dispositifs de retour et la mobilisation des consommateurs, des producteurs et des distributeurs.
- La deuxième vise à **financer les capacités nécessaires au changement d'échelle**, notamment le lavage, la collecte, la massification et le tri.
- La troisième consiste à **soutenir temporairement les coûts d'exploitation**, en particulier la collecte et le lavage, jusqu'à ce que les volumes et les gains de productivité permettent l'autonomie économique des opérateurs.

L'étude montre ainsi qu'une trajectoire vers la rentabilité est envisageable à moyen terme mais qu'elle dépend d'une montée en volume rapide et d'un accompagnement financier conséquent et immédiat. **Une posture attentiste mettrait en effet en péril la filière**. Si la situation financière des opérateurs demeure tendue, **l'atteinte de l'équilibre économique ne nécessite pourtant qu'un soutien ciblé et marginal au regard des investissements déjà réalisés**. L'enjeu n'est pas de financer durablement le déficit de la filière mais de lui donner les moyens de franchir le plus rapidement possible son seuil de rentabilité économique.

I. Contexte & méthodologie

A. Contexte

Dans le cadre de son agrément au titre de la filière REP emballages ménagers, Léko consacre 5 % de son budget au développement du réemploi, conformément aux exigences du cahier des charges des éco-organismes.

Léko œuvre ainsi au développement du réemploi des emballages en accompagnant la structuration de ses différentes filières. Dans cette démarche, la présente étude se concentre sur les bouteilles en verre, dont la filière est aujourd'hui plus mature que d'autres secteurs du réemploi, avec des dispositifs de collecte, de lavage et de redistribution déjà opérationnels. Ce choix permet d'analyser les modèles économiques existants et d'identifier les conditions nécessaires à leur viabilité, notamment dans les circuits de la grande et moyenne surface (GMS) et de la grande surface spécialisée (GSS).

Le développement du réemploi des bouteilles en verre présente des fragilités économiques importantes, qui limitent aujourd'hui la capacité de nombreux acteurs à atteindre la rentabilité. Toutefois, la dynamique de structuration du marché constitue un signal encourageant, avec l'augmentation progressive des volumes, la multiplication des initiatives territoriales et le développement de démarches de mutualisation entre acteurs, à l'image de Go Réemploi ! ou de SoVerre par exemple. Cette structuration progressive contribue à renforcer les synergies entre les acteurs de la chaîne, même si la viabilité économique des opérateurs de réemploi ainsi que des autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre opérationnelle du réemploi reste un enjeu majeur.

Dans ce contexte, la connaissance précise de la structure de coûts et des conditions d'équilibre économique constitue un préalable indispensable au dimensionnement des dispositifs de soutien. Il ne s'agit en effet pas uniquement d'identifier le déficit actuel des opérateurs de réemploi, mais de comprendre à partir de quel niveau de volume et dans quelles conditions de productivité la filière peut progressivement devenir autonome économiquement.

C'est dans cette perspective que Léko a lancé, en mars 2026, une étude de modélisation économique de la filière du réemploi des bouteilles en verre en France. Cette étude a reposé sur une démarche participative associant les acteurs de la chaîne de valeur et sur un important travail de collecte de données, combinant données quantitatives et données qualitatives.

B. Périmètre et objectifs

L'étude porte sur le réemploi des bouteilles en verre en France dans les circuits GMS et GSS. Elle couvre les principaux maillons de la chaîne de valeur et prend en compte les interactions économiques entre les différents acteurs : opérateurs de réemploi, laveurs, distributeurs et metteurs en marché et distributeurs.

La question centrale à laquelle cette étude a cherché à répondre est la suivante :

À quelles conditions économiques et avec quel niveau de soutien financier la filière du réemploi des bouteilles en verre peut-elle atteindre son seuil de rentabilité ?

L'enjeu de l'étude était donc double : établir un diagnostic économique robuste de la situation actuelle et fournir un outil prospectif permettant d'éclairer le dimensionnement et le fléchage des futurs soutiens à la filière. L'analyse s'est ainsi structurée autour de quatre grands axes :

1. Établir un état des lieux économique de la filière en 2025, en identifiant les coûts et revenus des différents maillons de la chaîne ;
2. Comprendre les facteurs qui limitent aujourd'hui la rentabilité de la filière, notamment les postes de coûts les plus importants et les effets du niveau de volume traité ;
3. Projeter les seuils de rentabilité de la filière selon différents scénarios de croissance, en particulier les volumes nécessaires pour atteindre l'équilibre économique ;
4. Quantifier les besoins de financement associés, afin d'identifier les montants de soutien nécessaires à court et moyen terme et les leviers permettant de réduire progressivement ces besoins.

C. Méthodologie

La méthodologie retenue repose sur une approche à la fois qualitative, quantitative et prospective. Elle a été construite en plusieurs étapes successives, permettant de passer de l'observation des modèles économiques individuels à une modélisation consolidée à l'échelle nationale. La volonté de Léko était de travailler sur des données chiffrées précises, tout en prenant bien en considération les réalités opérationnelles des différents acteurs. Les nombreux entretiens menés constituent donc un véritable pilier à cette étude.

1. Etape 1 : Cartographie de la chaîne de valeur et identification des coûts et revenus de la boucle

La première étape a consisté à cartographier l'ensemble des flux économiques associés aux différents acteurs de la boucle de réemploi, afin de comprendre les interactions économiques entre les acteurs et la manière dont la valeur circule au sein de la filière. L'objectif était ainsi de reconstituer le business model propre à chaque catégorie d'acteur, en identifiant pour chacun les activités réalisées, les coûts qu'il supporte, les revenus qu'il génère et, plus largement, sa contribution au fonctionnement de la boucle : qui prend en charge quelle étape de la boucle, qui supporte le coût correspondant, à quel moment ce coût est éventuellement transféré à un autre acteur, et quelles sont, en contrepartie, les sources de revenus ou de financement associées.

Cette analyse a porté sur les opérateurs de réemploi, en considérant notamment les activités de collecte, de transport, de massification, de tri, de lavage, de massification et de redistribution ; sur les producteurs et metteurs en marché, afin d'identifier les coûts liés au déploiement du réemploi et aux adaptations nécessaires de leurs processus ; ainsi que sur les distributeurs, notamment GMS et GSS, en intégrant les activités de reprise en magasin, de manutention, de stockage temporaire et les ressources mobilisées pour permettre le fonctionnement de la boucle.

Cette première cartographie a ainsi constitué le socle de la modélisation économique : elle a permis de définir les postes de coûts et de revenus à documenter auprès des acteurs, de construire des

indicateurs comparables entre modèles et de reconstituer une vision économique complète de la boucle de réemploi, depuis la reprise de la bouteille jusqu'à sa remise à distribution après lavage.

2. Etape 2 : Collecte de données qualitatives

La deuxième étape a consisté en un important travail de collecte de données qualitatives. Au total, 27 entretiens semi-directifs ont été conduits auprès des différents profils d'acteurs de la filière, dont 17 opérateurs de réemploi, 3 laveurs[1], 3 metteurs en marché et 4 distributeurs. Chaque entretien a duré en moyenne une heure, avec des allers-retours et des échanges de mails lorsque c'était nécessaire par la suite.

Cette phase avait pour objectif d'approfondir la cartographie économique réalisée lors de la première étape et d'identifier les spécificités de fonctionnement propres à chaque acteur. Cette étape était également essentielle pour déterminer à quel niveau de la chaîne chaque flux économique devait être comptabilisé, afin d'éviter les doubles comptes lors de la consolidation des données. Par exemple, lorsqu'un coût est facturé par un acteur à un autre, il convenait de distinguer le coût réellement supporté par la filière du chiffre d'affaires généré par la prestation correspondante, afin de ne pas comptabiliser deux fois une même dépense dans l'analyse consolidée.

Cette phase qualitative a également permis d'identifier les principales différences de fonctionnement entre les modèles observés et de déterminer les variables devant être recueillies de manière homogène auprès de l'ensemble des acteurs. À partir de ces enseignements, un fichier de collecte standardisé a été construit, avec des adaptations selon la typologie d'acteur interrogée. L'objectif était de disposer d'une base commune permettant à la fois de respecter les spécificités de chaque modèle économique et de rendre les données comparables et consolidables.

3. Etape 3 : Collecte de données quantitatives

La troisième étape a consisté à mettre en œuvre la collecte quantitative, à partir du référentiel défini lors de la phase qualitative.

Afin de garantir l'homogénéité et la comparabilité des données recueillies, le fichier de collecte détaillé n'a pas été transmis à l'ensemble des acteurs interrogés. Dix opérateurs ont ainsi renseigné de manière détaillée le fichier de collecte, permettant de disposer d'un socle de données suffisamment homogène pour alimenter les analyses comparatives et la modélisation. Un exemple du fichier de collecte détaillé transmis aux opérateurs est présenté en *Annexe 1*. En complément, les données chiffrées recueillies directement au cours des entretiens qualitatifs ont également été exploitées afin d'enrichir le modèle et de compléter les informations disponibles lorsque cela était pertinent.

L'objectif de la collecte était de documenter de manière suffisamment fine les volumes réellement traités, les différents postes de coûts et les différentes sources de revenus, tout en permettant de rapporter les données à une unité commune : la bouteille lavée. Cette approche a ensuite permis de

[1] Laveurs dont le lavage est la seule activité, à la différence des opérateurs qui internalisent parfois le lavage en plus de leurs activités de collecte, accompagnement, etc

comparer les modèles économiques entre eux, d'identifier les postes de coûts les plus significatifs et de mesurer la performance économique des différents acteurs.

Une attention particulière a été portée à la distinction entre coûts variables et coûts fixes. Les coûts fixes ne varient pas en fonction des volumes lavés, à l'inverse des coûts variables. De la même manière, l'identification précise des différentes sources de revenus permettait de déterminer dans quelle mesure celles-ci couvrent les coûts engagés et d'identifier les éventuels déficits économiques.

Voici une liste non exhaustive des différents coûts et revenus collectés (voir *Annexe 1* pour plus de détails sur les données collectées) :

- Coûts variables : Coûts de collecte, de massification, de tri, de transport entre la massification et le lavage, de lavage et de distribution après lavage.
- Coûts fixes : Salaire des fonctions support, amortissements, leasing, loyers, frais administratifs.
- Revenus : Vente de bouteilles réemployées lavées, abonnement des points de collecte, accompagnement des producteurs, lavage à façon, études et expérimentations, subventions et autres soutiens.

4. Etape 4 : Agrégation et consolidation des données

La quatrième étape a consisté à traiter, contrôler, harmoniser et consolider l'ensemble des données recueillies, afin de construire une représentation économique cohérente et comparable de la filière. Cette étape a représenté un travail important de retraitement des données, nécessaire pour s'assurer que les indicateurs issus des différents acteurs reposaient sur des périmètres économiques comparables.

En effet, les données collectées ne pouvaient pas être comparées directement sans un travail préalable d'harmonisation. Les acteurs n'ont pas tous la même organisation opérationnelle, ni le même niveau de granularité dans leur comptabilité analytique, en particulier lorsque les activités sont externalisées. Par exemple, pour le coût du tri, certains acteurs ne comptabilisaient que le temps de main-d'œuvre directement affecté à cette activité, tandis que d'autres intégraient également une quote-part des coûts immobiliers correspondant à la surface occupée par l'activité de tri. De la même manière, la massification n'était pas identifiée comme un poste de coût spécifique pour certains. Il était donc nécessaire, lorsque les données n'étaient pas directement disponibles, de retenir des hypothèses de calcul homogènes, afin de pouvoir intégrer ces postes dans le modèle et maintenir la comparabilité entre les acteurs.

Les principales hypothèses de retraitement retenues ont notamment été les suivantes :

- Lorsque le coût de massification n'était pas renseigné, celui-ci a été estimé à partir d'une hypothèse correspondant à 50 % du coût du loyer associé aux espaces mobilisés ;
- Lorsque le coût du tri n'était pas directement renseigné, il a été estimé à partir de la main-d'œuvre affectée à cette activité.

Les revenus ont également été harmonisés et regroupés en trois grandes catégories : les revenus liés aux opérations de réemploi, les prestations de services, et les subventions, soutiens et autres revenus.

Une fois ces retraitements effectués, les données ont été agrégées par poste de coûts et de revenus, puis rapportées aux volumes correspondants afin de calculer les principaux indicateurs unitaires. Ce travail a permis d'identifier les postes les plus contributifs au coût de la boucle, de distinguer coûts variables et coûts fixes et, in fine, de déterminer le coût complet, le revenu unitaire et la marge ou le déficit par bouteille lavée.

5. Etape 5 : Extrapolation nationale

Cette étape a consisté au passage de l'analyse micro-économique à un état des lieux national de la filière. Les résultats unitaires ont en effet été extrapolés à l'échelle nationale afin d'estimer le gap de financement 2025, en euros, et le gap de volume 2025, en nombre de bouteilles lavées.

Cet état des lieux 2025 a ensuite constitué le scénario de référence à partir duquel ont été construits des scénarios prospectifs à horizon 2035, permettant de tester la viabilité économique de la filière sous différentes hypothèses de volumes et de gains de productivité.

L'échantillon quantitatif représentait environ 5 millions de bouteilles lavées. Sur cette base, et en intégrant les volumes déclarés par les différents acteurs interrogés ainsi qu'une hypothèse pour les petits volumes complémentaires, le modèle a retenu une hypothèse de 10 millions de bouteilles lavées en France en 2025.

6. Etape 6 : Construction de scénarios prospectifs

Enfin, le modèle économique consolidé a été utilisé pour construire six scénarios prospectifs, afin d'évaluer dans quelles conditions la filière pourrait atteindre sa rentabilité à moyen terme.

La première dimension de la modélisation porte sur l'évolution des volumes de bouteilles lavées. Trois trajectoires de croissance ont été retenues, correspondant à trois niveaux d'ambition :

- Un **scénario conservateur**, correspondant à une très faible augmentation des volumes lavés ;
- Un **scénario modéré**, correspondant à une augmentation raisonnable des volumes lavés ;
- Un **scénario ambitieux**, correspondant à une très forte augmentation des volumes lavés.

Ces hypothèses ont été construites à partir des retours d'expérience des acteurs de la boucle, de l'évolution historique des volumes observés chez les laveurs et opérateurs, ainsi que des données disponibles auprès de l'ADEME et des deux publications du Baromètre du Réseau Vrac et Réemploi.

À partir de ces trois trajectoires de volume, une première série de scénarios a consisté à mesurer l'effet de la seule augmentation des volumes sur la rentabilité, en maintenant les coûts variables unitaires à leur niveau de référence. L'objectif était de déterminer dans quelle mesure les économies d'échelle liées à une meilleure utilisation des infrastructures et à l'augmentation des volumes pouvaient, à elles seules, permettre à la filière d'atteindre l'équilibre économique.

Une seconde série de scénarios, considérée comme plus réaliste, a intégré en complément des gains de productivité attendus. Dans cette configuration, l'augmentation des volumes s'accompagne progressivement d'une baisse des coûts variables unitaires, notamment grâce à l'amélioration de l'efficacité des opérations de collecte, de massification, de tri et de lavage.

Le croisement de ces deux dimensions (trois trajectoires de croissance des volumes et deux hypothèses d'évolution de la productivité) conduit ainsi à six scénarios modélisés. Cette approche permet de distinguer l'effet de la seule montée en volume de celui résultant de la combinaison entre changement d'échelle et amélioration de la productivité, et ainsi d'identifier les conditions les plus favorables à l'atteinte de la rentabilité de la filière.

II. Etat des lieux 2025 de la filière

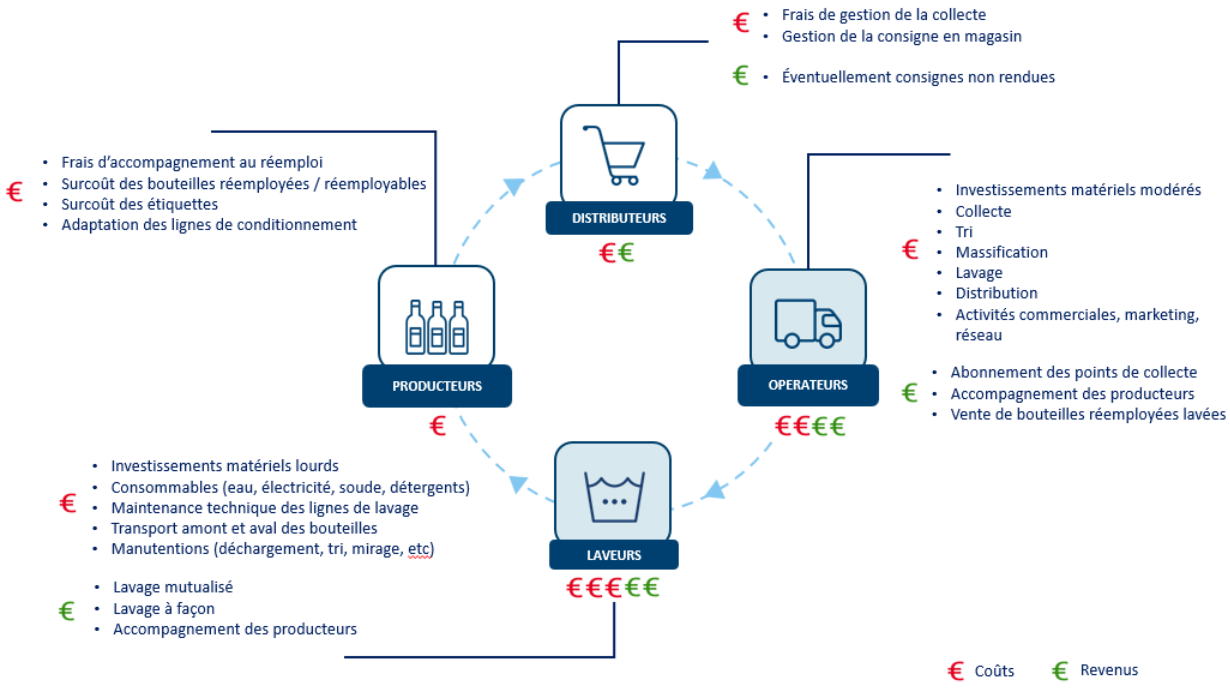
À partir des données collectées, un état des lieux économique de la filière en 2025 a été établi.

A. Panorama des coûts et revenus des acteurs de la boucle

La boucle de réemploi des bouteilles en verre repose sur l'intervention de plusieurs catégories d'acteurs, dont les activités et les modèles économiques sont interdépendants. Les opérateurs de réemploi et les laveurs assurent les principales opérations physiques nécessaires à la remise en circulation des bouteilles. Les producteurs et metteurs en marché intègrent les emballages réemployables dans leurs gammes, tandis que les distributeurs proposent ces produits aux consommateurs et participent à la reprise des bouteilles.

L'analyse économique de la filière nécessite donc de distinguer les coûts et les revenus propres à chaque catégorie d'acteur, tout en tenant compte de leurs interactions. En effet, un revenu généré par un acteur peut correspondre à un coût supporté par un autre. C'est par exemple le cas des abonnements des points de collecte : elles constituent des charges pour les distributeurs et des recettes pour les opérateurs. L'enjeu est ainsi de comprendre la répartition des charges et des revenus entre les différents maillons, sans comptabiliser deux fois un même flux économique dans l'analyse globale.

Le schéma ci-dessous résume les coûts et revenus directs de chacun des acteurs de la boucle :



Les producteurs et metteurs en marché supportent principalement les coûts liés au déploiement du réemploi et à l'adaptation de leurs processus industriels. Ceux-ci comprennent les frais d'accompagnement au réemploi, le surcoût éventuel des bouteilles réemployées ou réemployables, les surcoûts liés aux étiquettes et les investissements nécessaires à l'adaptation des lignes de

conditionnement. En revanche, le réemploi ne génère pas, à ce stade, de revenus directs spécifiques. Les bénéfices potentiels sont principalement indirects : amélioration de l'image de marque, différenciation auprès des consommateur, diversification des sources d'approvisionnement et anticipation de la raréfaction de certaines ressources. À plus long terme, le réemploi pourrait également contribuer à renforcer la souveraineté sur les emballages et à réduire la dépendance à l'égard des ressources vierges, sans que ces bénéfices futurs soient directement valorisés dans le modèle économique.

Les distributeurs (GMS et GSS) supportent des coûts relatifs à la collecte des emballages ainsi que des coûts liés à la gestion de la consigne en magasin et à la mobilisation des ressources nécessaires à la reprise des bouteilles. En contrepartie, leur seul revenu direct identifié est celui éventuellement généré par les consignes non rendues. Le réemploi peut toutefois produire des bénéfices indirects, notamment en matière de fidélisation de la clientèle, d'image environnementale et d'attractivité du point de vente. Ces bénéfices commerciaux restent toutefois difficiles à quantifier et ne sont pas considérés comme des revenus directs ici.

Les opérateurs de réemploi assurent une grande partie des opérations logistiques nécessaires au fonctionnement de la boucle. Leurs coûts comprennent les investissements matériels (casiers, palox, camions de collecte, etc) ainsi que les dépenses de main d'œuvre pour la collecte, le tri, la massification des bouteilles sales et la distribution des bouteilles réemployées lavées. Ils supportent également les coûts liés aux activités commerciales, au marketing et à la sensibilisation au réemploi. Leurs revenus proviennent quant à eux de plusieurs sources : les abonnements des points de collecte, les prestations d'accompagnement des producteurs et la vente de bouteilles réemployées après lavage. Leur équilibre économique dépend donc de leur capacité à générer suffisamment de revenus pour couvrir à la fois les coûts opérationnels et les charges de structure.

Les laveurs supportent les coûts associés aux infrastructures et aux opérations industrielles de lavage. Ceux-ci comprennent notamment les investissements matériels lourds (laveuse, mireuse, etc.), les consommables (eau, électricité, soude et détergents), la maintenance technique des lignes de lavage, le transport des bouteilles en amont et en aval, ainsi que les opérations de manutention, de déchargement, de tri et de mirage. Leurs revenus reposent principalement sur les prestations de lavage, qui peuvent prendre la forme de services mutualisés ou de prestations réalisées à façon pour les producteurs. Ils peuvent également percevoir des revenus liés à l'accompagnement des producteurs dans le déploiement du réemploi. Leur rentabilité dépend fortement du taux d'utilisation des capacités de lavage, compte tenu du poids des investissements et des coûts fixes associés aux infrastructures industrielles.

Il convient de préciser que la distinction entre opérateurs de réemploi et laveurs est avant tout analytique : de nombreux laveurs exercent également des activités d'opérateur de réemploi. Les deux modèles ne sont donc pas nécessairement exclusifs, et un même acteur peut cumuler plusieurs fonctions au sein de la boucle. De plus, au sein de cette boucle, seuls les opérateurs et les laveurs ont un business model intrinsèquement dépendant du réemploi des emballages, dans la mesure où le modèle économique d'un producteur ou un distributeur n'est pas directement dépendant de son

activité de réemploi, à l'inverse des opérateurs et des laveurs qui n'auraient pas lieu d'être sans cette activité.

La suite de la présente étude se concentre donc sur le modèle économique des opérateurs de réemploi et les laveurs. Ce choix s'explique par le fait que le réemploi constitue le cœur de leur activité économique et que leurs données permettent de documenter directement les principaux coûts opérationnels de la boucle, les revenus associés et le niveau de rentabilité de ces activités.

B. Analyse micro-économique des opérateurs / laveurs

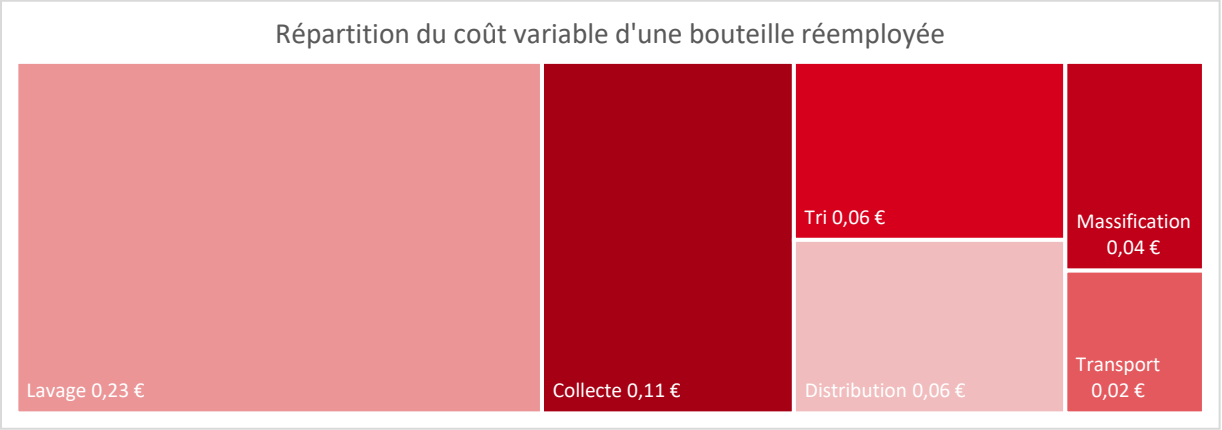
L'analyse microéconomique vise à caractériser la structure économique des opérateurs de réemploi et des laveurs. Elle repose sur une approche en coût unitaire, permettant de rapporter les charges et les revenus au nombre de bouteilles lavées et de comparer les modèles économiques sur une base commune. Cette analyse quantitative s'appuie sur un échantillon de dix acteurs ayant transmis des données détaillées, représentant environ 5 millions de bouteilles lavées.

Par souci de cohérence et de comparaison avec l'étude menée par Léko en 2023, les résultats sont présentés à partir des valeurs médianes. La médiane correspond à la valeur qui partage un ensemble de données ordonnées en deux groupes de même effectif : 50 % des valeurs sont inférieures à la médiane et 50 % sont supérieures à celle-ci. Contrairement à la moyenne, qui peut être fortement influencée par des valeurs exceptionnellement élevées ou faibles, la médiane est moins sensible aux valeurs extrêmes. Elle est donc particulièrement adaptée à cet échantillon, dans lequel les écarts de volumes entre acteurs peuvent entraîner des différences importantes de structure de coûts et de revenus.

1. Coûts : une structure marquée par le poids des coûts fixes

En 2025, le coût complet médian ressort à 1,46 € par bouteille lavée, dont 0,52 € de coûts variables et 0,94 € de coûts fixes rapportés au volume traité.

Les coûts variables correspondent aux dépenses qui évoluent avec le niveau d'activité. Ils couvrent les différentes opérations, depuis la collecte jusqu'à la redistribution des bouteilles après lavage. L'analyse identifie la collecte et le lavage comme les deux principaux postes de coûts variables. Ces étapes constituent donc des leviers prioritaires pour améliorer l'efficacité opérationnelle de la boucle, notamment par l'optimisation des tournées, une meilleure utilisation des capacités de transport et de lavage, ou encore la réduction des pertes.



Les opérations de tri et de lavage sont marquées par des rebuts venant alourdir le coût unitaire. Le **taux de rebut au tri est estimé à 9 %,** tandis que le **taux de rebut au lavage atteint 11 %**. Parmi les bouteilles refusées au lavage, environ 85 % le sont en raison de problèmes d'étiquettes qui ne se décollent pas correctement. Ces pertes contribuent à renchérir le coût des bouteilles effectivement lavées, puisque les opérations engagées sur les bouteilles refusées ne débouchent pas sur leur remise en circulation. Des études sont actuellement en cours afin d'identifier des solutions permettant de diminuer ces rebuts et de réduire leur impact économique.

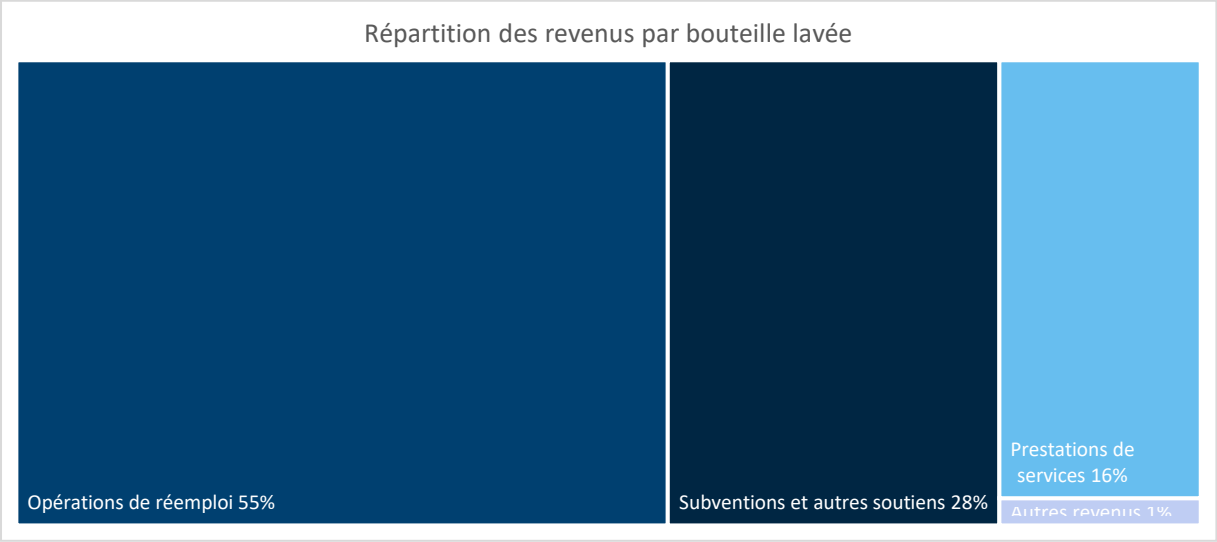
Toutefois, le principal enseignement porte sur le poids des coûts fixes. Avec 0,94 € par bouteille lavée, ils représentent environ 64 % du coût complet calculé à partir des montants unitaires retenus. Ils comprennent les charges nécessaires au fonctionnement des structures et des infrastructures, dont le poids unitaire dépend fortement du niveau d'utilisation des capacités disponibles. Cette structure économique traduit un enjeu de changement d'échelle : lorsque les volumes traités sont faibles, les charges fixes sont réparties sur un nombre limité de bouteilles et pèsent fortement sur le coût unitaire.

> **Le coût complet atteint 1,46 € par bouteille lavée**, dont **0,94 € de coûts fixes** et **0,52€ de coûts variables.** Cette structure de coût traduit un enjeu de changement d'échelle : lorsque les volumes traités sont faibles, les charges fixes sont réparties sur un nombre limité de bouteilles et pèsent fortement sur le coût unitaire.

2. *Revenus : des recettes insuffisantes pour couvrir les coûts supportés*

Pour permettre une lecture homogène des modèles économiques, les revenus ont été regroupés en trois catégories : les revenus liés aux opérations de réemploi, les prestations de services, et les subventions, soutiens et autres revenus.

En 2025, le chiffre d'affaires rapporté à la bouteille lavée s'établit à 0,65 € hors subventions et 0,95 € avec subventions *(voir le détail de la répartition ci-après)*. Dans les deux cas, le niveau de revenu reste nettement inférieur au coût complet de 1,46 € par bouteille. Les recettes issues de l'activité ne suffisent donc pas, à elles seules, à couvrir l'ensemble des charges supportées par les opérateurs et les laveurs.



L'analyse menées sur les revenus met en évidence que l'augmentation des volumes s'accompagne d'une diminution de la dépendance aux subventions : à mesure que l'activité se développe, les opérateurs peuvent renforcer leurs revenus issus de leurs activités et améliorer leur autonomie économique vis-à-vis des financements externes. De plus, l'analyse de sensibilité a également permis d'identifier que les prestations de services représentent une part plus importante du chiffre d'affaires des acteurs qui traitent les volumes les plus élevés. Cette tendance suggère que le développement de l'activité s'accompagne d'une structuration des services proposés aux autres acteurs de la boucle, et que la diversification des revenus constitue un levier potentiel de consolidation du modèle économique.

Pour la suite de cette étude, le chiffre d'affaires retenu est celui sans subvention (0,65€), afin d'avoir une vision représentative de l'équilibre économique des acteurs et dans l'objectif de définir quels soutiens apporter à la filière.

> **Le chiffre d'affaires hors subventions atteint 0,65 € par bouteille lavée**, soit moins de la moitié du coût complet unitaire.

3. Résultat : un déficit unitaire

La comparaison des coûts et des revenus met en évidence un déséquilibre économique significatif. En 2025, le coût complet médian s'élève à 1,46 € par bouteille lavée, tandis que le chiffre d'affaires hors subventions atteint 0,65 €, soit un déficit unitaire estimé à 0,81 € par bouteille lavée.

> La structure de coûts et revenus médiane se traduit par **une perte nette médiane de 0,81 € par bouteille lavée**.

C. Extrapolation nationale

L'analyse micro-économique a ensuite été extrapolée à l'ensemble de la filière française afin d'estimer le gap de financement 2025, en euros, et le gap de volume 2025, en nombre de bouteilles lavées.

Les indicateurs retenus pour l'état des lieux de la filière en 2025 sont les suivants :

Indicateurs	Donnée 2025
Bouteilles lavées	**10 M**
Coût variable unitaire	0,52 €
Coûts variables totaux	**5,2 M€**
Coût fixe unitaire	0,94€
Coûts fixes totaux	**9,4 M€**
Coût complet unitaire	1,46 €
Coûts complets totaux	**14,6 M€**
Chiffre d'affaires unitaire	0,65 €
Chiffre d'affaires total	**6,5 M€**
Résultat global	**-8,1 M€**

Cette analyse fait ainsi apparaître **un déficit structurel de l'ordre de 8,1 M€ en 2025.**

Ce montant correspond au besoin théorique de financement permettant d'amener l'ensemble des opérateurs de la filière à l'équilibre économique. Les subventions sont donc indispensables à l'équilibre économique de la filière à court terme. Ce montant ne doit cependant pas être interprété comme le budget que les éco-organismes devraient nécessairement consacrer au réemploi puisqu'il s'agit uniquement du déficit de la filière à combler. Par ailleurs, la trajectoire de retour à l'équilibre suppose une croissance significative des volumes, qui nécessitera elle-même des actions de soutien à la sensibilisation des consommateurs et d'accompagnement des producteurs et distributeurs.

> L'état des lieux économique de 2025 met en évidence une filière déficitaire, principalement en raison de volumes encore insuffisants au regard des coûts supportés.
>
> À l'échelle nationale, le modèle fait apparaître un déficit théorique estimé à 8,1 M€, sur la base de 10 millions de bouteilles lavées. Ce déficit correspond à un besoin théorique de financement et ne constitue pas, à lui seul, une estimation exhaustive des soutiens à mobiliser pour développer la filière.

À l'échelle unitaire, le coût complet médian atteint 1,46 € par bouteille, contre 0,65 € de chiffre d'affaires hors subventions, soit un déficit estimé à 0,81 € par bouteille lavée.

Le poids des coûts fixes constitue un facteur majeur de ce déséquilibre : les infrastructures, les équipements et les fonctions support sont répartis sur un nombre encore limité de bouteilles. La collecte et le lavage pèsent également fortement dans les coûts variables.

Ce diagnostic montre que le développement de la filière suppose une montée en volume permettant de mieux amortir les coûts fixes, ainsi qu'une amélioration progressive de l'efficacité opérationnelle.

Ces constats servent de point de départ à la modélisation prospective. Les scénarios présentés dans la partie suivante visent à déterminer à quelle échéance et dans quelles conditions la filière peut atteindre l'équilibre économique.

III. Scénarios prospectifs

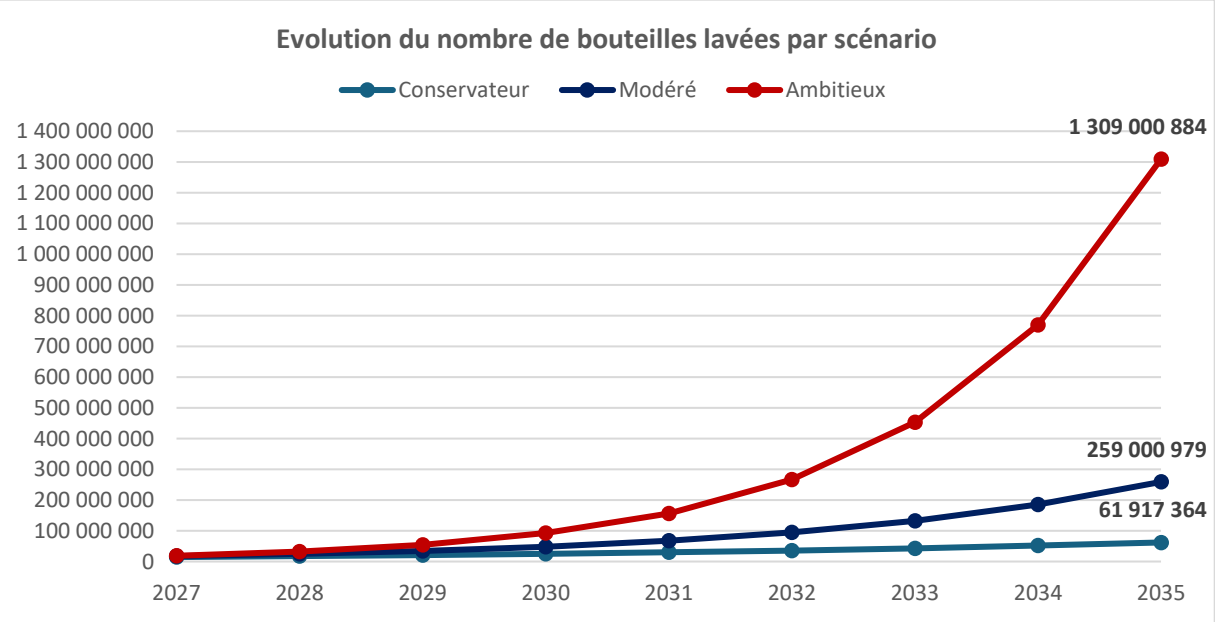
A. Présentation des scénarios et de la démarche

À partir de l'état des lieux 2025, six scénarios ont été construits afin d'étudier les différentes trajectoires possibles de développement de la filière à horizon 2035.

Ils combinent :

- **Trois trajectoires de croissance des volumes** : conservatrice, modérée et ambitieuse ;
- **Deux hypothèses de productivité** : maintien des coûts variables unitaires ou baisse progressive des coûts variables grâce aux gains de productivité.

Scénario	Croissance des volumes	Volume 2035	Productivité
1.1 Conservateur	20 %/an	62 Millions	Coûts variables constants
1.2 Modéré	40 %/an	259 Millions	Coûts variables constants
1.3 Ambitieux	70 %/an	1 309 Millions	Coûts variables constants
2.1 Conservateur	20 %/an	62 Millions	Gains de productivité
2.2 Modéré	40 %/an	259 Millions	Gains de productivité
2.3 Ambitieux	70 %/an	1 309 Millions	Gains de productivité



Les hypothèses sur l'évolution des volumes ont été construites à partir des retours d'expériences des différents acteurs de la boucle, de l'évolution des volumes des laveurs et des opérateurs sur les dernières années, et des données historiques disponibles via le Baromètre du Réseau Vrac et Réemploi et les données l'ADEME.

En l'absence de données consolidées pour 2026 au moment de la modélisation, il a été considéré qu'une montée en charge progressive était plus réaliste que l'application immédiate des taux de croissance les plus ambitieux. En particulier, retenir une croissance de 70 % entre 2025 et 2026 aurait constitué une hypothèse particulièrement volontariste. Le scénario ambitieux simule donc une progression initiale de l'ordre de 37% par an entre 2025 et 2027 pour accélérer à 70% par an après 2027. Le scénario modéré considère lui une hausse des volumes de 32% par an entre 2025 et 2027 pour passer à 40% par an après 2027. Le scénario conservateur illustre quant à lui une hausse constante de 20% par an entre 2025 et 2035.

Les scénarios intègrent également des **hypothèses relatives aux coûts fixes** :

- 1 million d'euros de CAPEX divers chaque année ;
- Une nouvelle ligne de lavage à 500 000 euros lorsque les capacités existantes sont dépassées, étant entendu que les infrastructures de 2025 offrent une marge d'absorption de 85 millions de bouteilles supplémentaires ;
- Un ETP en fonction support supplémentaire à 30 000 euros annuel par million de bouteilles additionnelles.

Pour les scénarios intégrant des **hypothèses sur les gains de productivité**, ceux-ci ont été définis à partir d'analyses de sensibilité visant à étudier les relations entre les volumes et les coûts unitaires, sur la base des données collectées auprès des différents acteurs de la filière. Ces analyses ont notamment permis d'identifier une relation entre l'augmentation des volumes et la diminution des coûts unitaires. C'est par exemple le cas du lavage et de la collecte pour lesquels les données suggèrent une décroissance logarithmique du coût unitaire en fonction du volume de bouteilles lavées. Des gains ont également été considérés sur le tri et la massification de façon plus marginale. Le coût du transport à 0,02€ a été considéré comme constant entre 2025 et 2035, tout comme le coût de distribution à 0,05€.

En complément, des **coûts planchers** ont été définis pour les différents postes de coûts variables, afin d'éviter de retenir des niveaux de coûts irréalistes à long terme. Ces références ont été établies à partir de modèles opérationnels considérés comme performants, observés dans différents contextes, notamment en Allemagne et dans le circuit des cafés-hôtels-restaurants en France métropolitaine et à la Réunion. Ces coûts planchers sont les suivants : 0,05 € pour la collecte, 0,04 € pour la massification, 0,04 € pour le tri et 0,07 € pour le lavage. Il convient toutefois de préciser que ces coûts planchers ne sont atteints que dans le scénario ambitieux.

La combinaison de ces deux approches — analyse des relations entre volumes et coûts unitaires, puis définition de coûts planchers à partir de modèles de référence — a permis de construire une trajectoire de gains de productivité progressive et différenciée selon les postes de coûts.

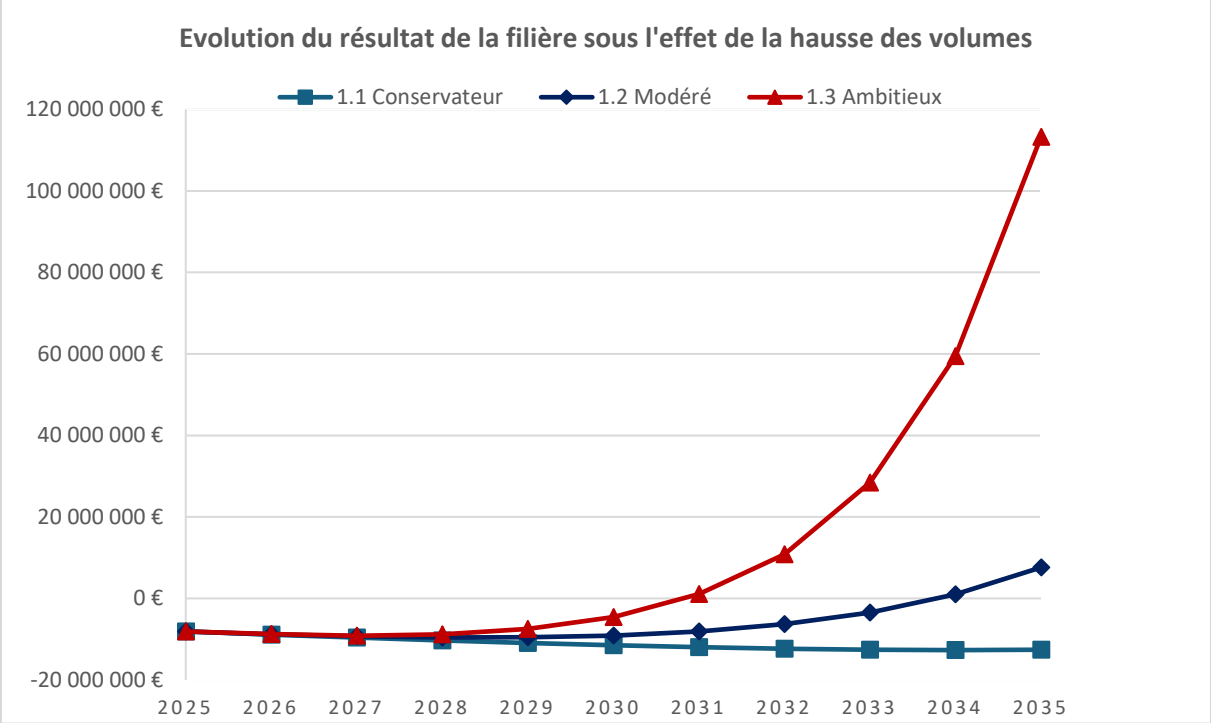
Les **hypothèses de revenus** ont, quant à elles, été maintenues constantes sur l'ensemble de la période de modélisation, au niveau observé en 2025, soit 0,65 € de chiffre d'affaires par bouteille lavée. Ce choix permet de retenir une hypothèse de référence prudente, dans un contexte où l'évolution des revenus reste incertaine. D'un côté, la montée en puissance de la filière pourrait conduire à une baisse du prix de vente des bouteilles, sous l'effet notamment des gains d'efficacité, et à une évolution du mix produit vers des formats plus petits, comme les bouteilles de 33 cl, généralement vendues moins cher que les bouteilles de 75 cl aujourd'hui majoritaires. De l'autre, l'évolution des coûts de l'énergie et l'inflation, ainsi que celle de la part des activités complémentaires dans le chiffre d'affaires des opérateurs, pourraient modifier leur niveau de revenus. En l'absence de visibilité sur ces évolutions, le modèle retient donc un chiffre d'affaires unitaire constant de 0,65 € par bouteille lavée entre 2025 et 2035.

B. Scénario « volume seul »

La première question à laquelle nous avons cherché à répondre est la suivante : **La filière peut-elle être rentable seulement grâce à l'augmentation des volumes ?**

Ces trois premiers scénarios visent ainsi à isoler l'effet de la seule croissance des volumes, en maintenant les coûts variables unitaires à leur niveau de 2025, afin de mesurer directement l'effet des économies d'échelle sur les coûts fixes. Il s'agit de scénarios hypothétiques dans la mesure où les volumes vont naturellement faire baisser les coûts variables.

Avec ce modèle, le seuil de rentabilité identifié se situe autour de 150 millions de bouteilles lavées par an.



Scénario 1.1 Conservateur

Avec une croissance annuelle d'environ 20 %, le nombre de bouteilles lavées atteindrait environ 62 millions en 2035, soit environ six fois le niveau de 2025. Cette croissance permet bien de réduire le coût fixe rapporté à la bouteille, mais elle demeure insuffisante pour absorber l'ensemble des charges. Le résultat reste négatif en 2035, à environ -12 millions d'euros.

Une croissance organique de 20 % par an ne permet pas à la filière d'atteindre l'équilibre à horizon 2035.

Scénario 1.2 Modéré

Dans le scénario modéré, les volumes progressent d'environ 40 % par an, pour atteindre environ 259 millions de bouteilles lavées en 2035.

Cette hypothèse est considérée comme réaliste au regard notamment de l'expérience du dispositif « En route pour le réemploi ! », qui a permis une croissance annuelle de 54 % des volumes collectées. Elle suppose toutefois un soutien à la croissance des volumes par les éco-organismes. Dans cette trajectoire, la rentabilité est atteinte en 2034 lorsque seuls les effets de volume sont pris en compte.

Une croissance de 40 % par an permettrait à elle seule d'atteindre l'équilibre à partir de 2034.

Scénario 1.3 Ambitieux

Le scénario ambitieux suppose une croissance de l'ordre de 70 % par an à partir de 2028, conduisant à environ 1,3 milliard de bouteilles lavées en 2035. Cette trajectoire permet d'atteindre l'équilibre dès 2031, malgré le maintien de coûts variables unitaires relativement élevés. Elle démontre que la variable déterminante reste le volume : une augmentation suffisamment rapide permet d'amortir les coûts fixes et de faire basculer rapidement la filière vers une situation bénéficiaire.

Une accélération très forte des volumes permettrait d'atteindre la rentabilité dès 2031, même sans gains de productivité.

C. Scénario « volume + gains de productivité »

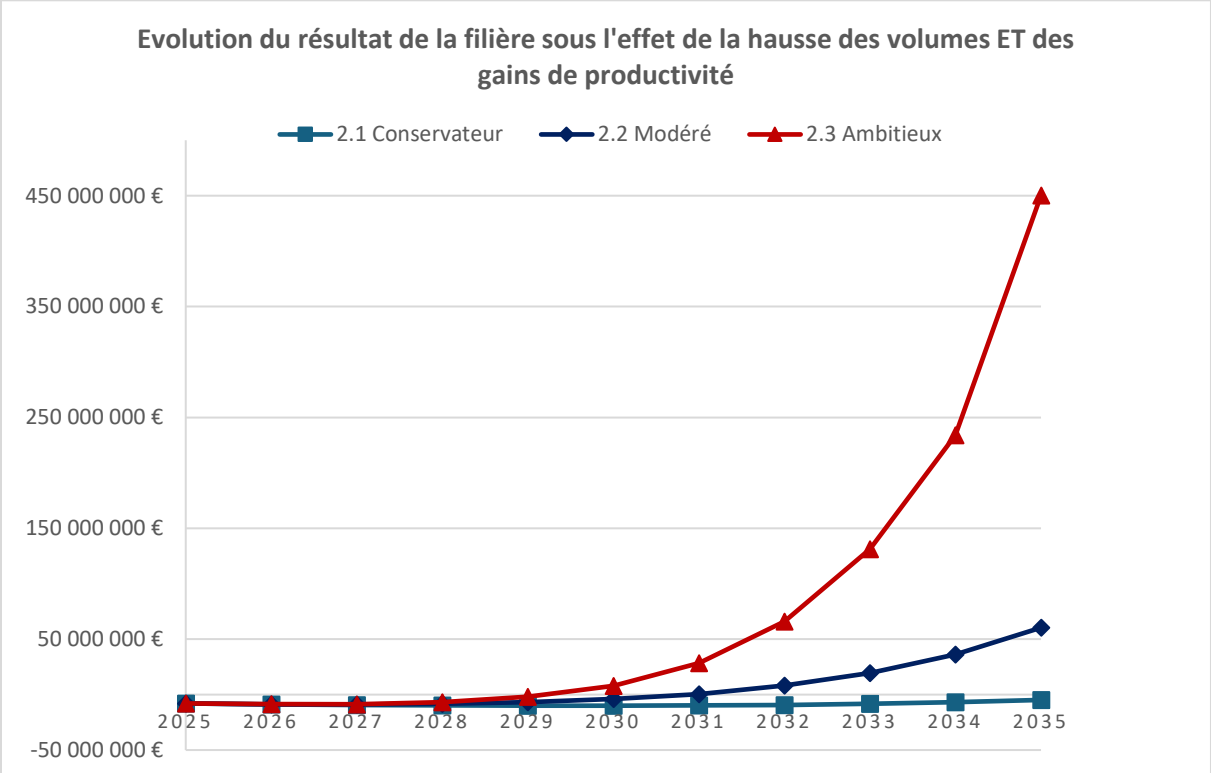
A partir de cette première image prospective, nous avons ensuite cherché à comprendre **dans quelle mesure les gains de productivité améliorent-ils le résultat de la filière ?**

L'accroissement des volumes va naturellement générer une baisse du coût variable unitaire, portée par des gains de productivité sur les activités de collecte, tri et lavage notamment. En effet, les analyses de sensibilité ont démontré une corrélation positive entre hausse des volumes et baisse de ces coûts variables unitaires. L'optimisation de la collecte repose par exemple sur l'amélioration des taux de remplissage des véhicules et la rationalisation des tournées tandis que l'efficacité du lavage consiste en une réduction des ruptures de charges, la diminution du taux de rebut et l'accélération des cadences. Ce modèle, prenant en compte la baisse des coûts variables, apparait donc comme plus réaliste et est privilégié dans le cadre de cette étude.

Il est toutefois important de souligner que les gains de productivité intégrés dans ces scénarios ne sont pas acquis de façon autonome : ils sont conditionnés par deux facteurs. D'une part, l'augmentation des

volumes, dans la mesure où les coûts variables ne peuvent baisser sans un niveau d'activité suffisant pour permettre des gains d'efficacité (effets d'échelle, mutualisation des tournées, optimisation du taux de remplissage des laveuses, etc.). D'autre part, la mobilisation de soutiens financiers extérieurs, nécessaires pour couvrir les besoins d'investissement des opérateurs (capacité de lavage, outils de collecte, de tri) sur la période de montée en charge, avant que les volumes n'atteignent un niveau permettant l'autofinancement.

Avec ce modèle plus réaliste, **le seuil de rentabilité identifié se situe autour de 90 millions de bouteilles** lavées par an.



Scénario 2.1 Conservateur

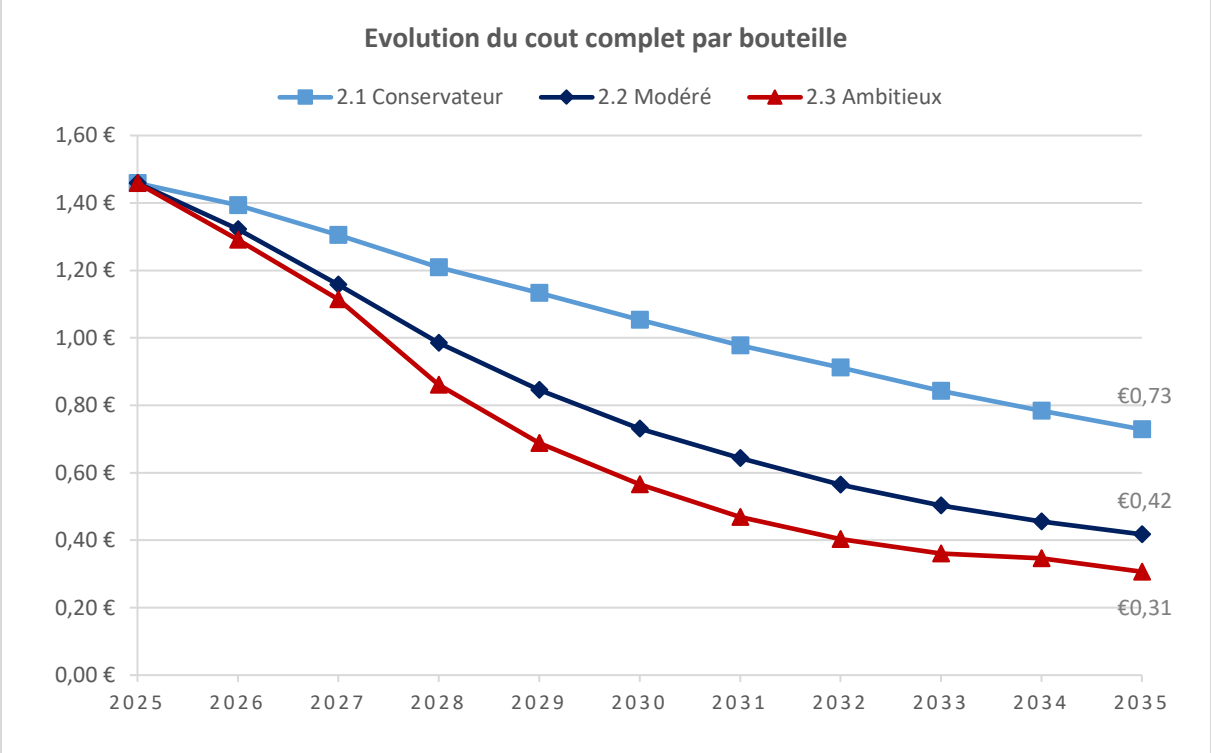
Malgré une baisse progressive des coûts variables unitaires, la croissance des volumes, limitée à environ 20 % par an, ne permet pas d'atteindre la rentabilité à l'horizon 2035. Le résultat reste déficitaire, à environ –5 millions d'euros en 2035. Les gains de productivité ne suffisent donc pas à compenser des volumes encore trop faibles pour absorber les coûts fixes de la filière.

Scénario 2.2 Modéré

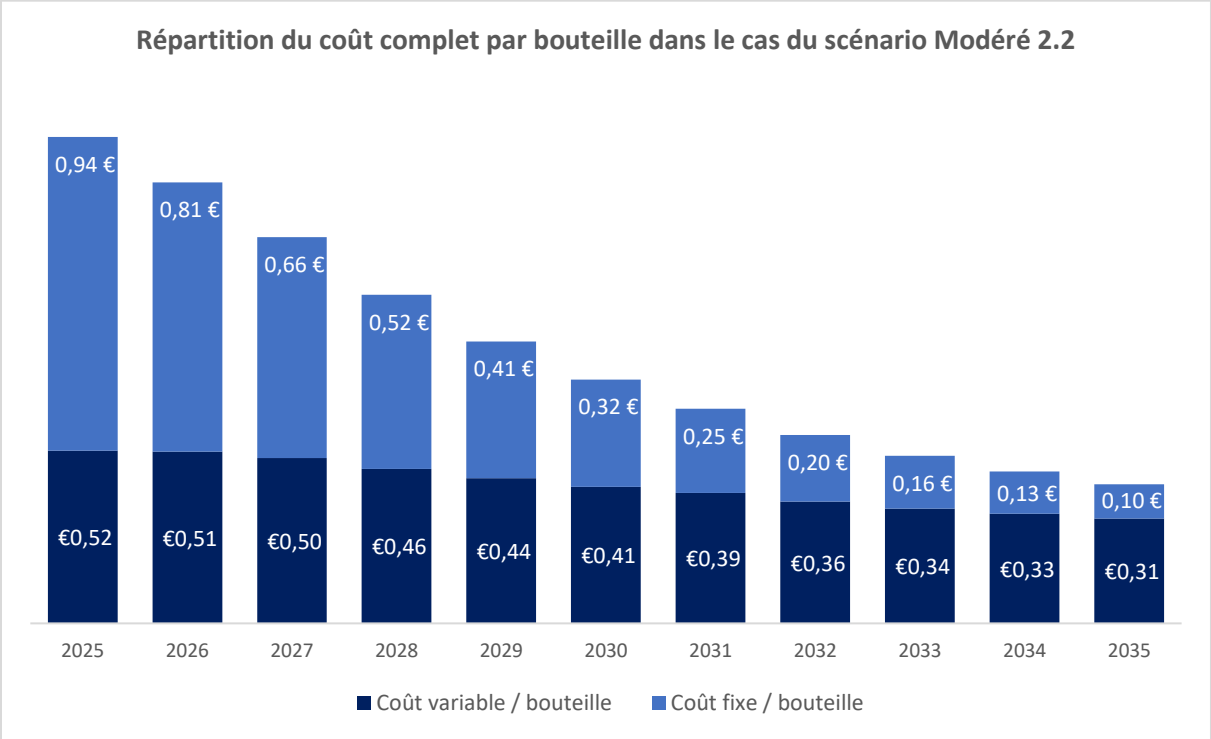
Avec une croissance annuelle des volumes d'environ 40 %, combinée à une amélioration progressive de la productivité, la filière atteint la rentabilité dès 2031 (contre 2034 sous le seul effet volume). Le résultat progresse ensuite rapidement pour atteindre environ 60 millions d'euros en 2035. Ce scénario illustre l'effet combiné de la montée en volume et de la maîtrise des coûts variables : les volumes permettent de mieux absorber les coûts fixes, tandis que les gains de productivité renforcent l'amélioration de la marge.

Scénario 2.3 Ambitieux

Dans l'hypothèse d'une croissance annuelle des volumes d'environ 70 %, la rentabilité est atteinte dès 2030 et le résultat décolle très rapidement pour atteindre environ 450 millions d'euros en 2035. Cette trajectoire traduit le potentiel économique associé à un changement d'échelle majeur mais repose sur une hypothèse de développement particulièrement volontariste.



L'évolution du coût complet par bouteille met en évidence l'importance de la croissance des volumes et des gains de productivité. Le scénario conservateur, malgré une baisse progressive du coût unitaire jusqu'à atteindre 0,73€ par bouteille (contre 1,46€ en 2025) ne permet pas d'atteindre la rentabilité à l'horizon 2035 : il ne constitue donc pas une trajectoire suffisante pour assurer la pérennité économique de la filière. À l'inverse, les scénarios modéré et ambitieux présentent des perspectives plus favorables.

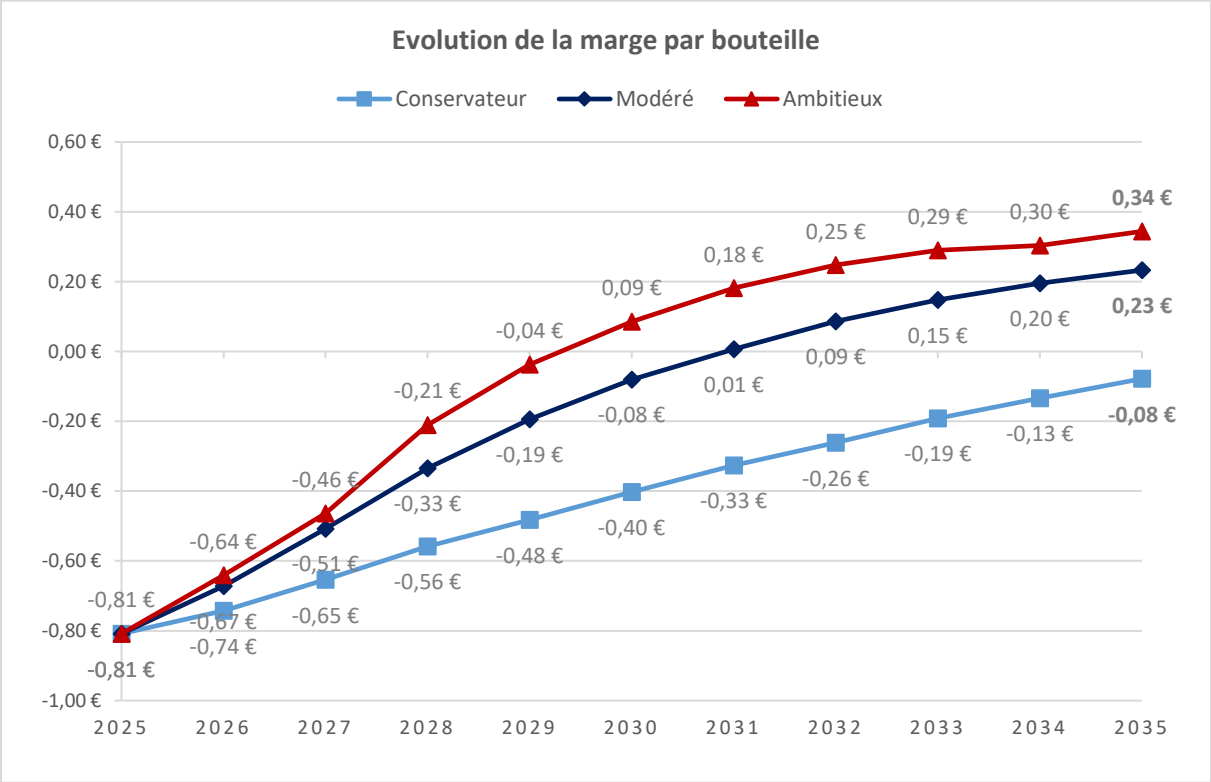


Comme le montre le graphique ci-dessus, le coût complet passe de 1,46 € par bouteille en 2025 à 0,42 € en 2035 dans le scénario modéré. Cette baisse résulte de deux mécanismes complémentaires :

- Les économies d'échelle permettent de diminuer le coût fixe unitaire, de 0,94 € à 0,10 € ;
- Les gains de productivité réduisent le coût variable unitaire de 0,52 € à 0,31 €.

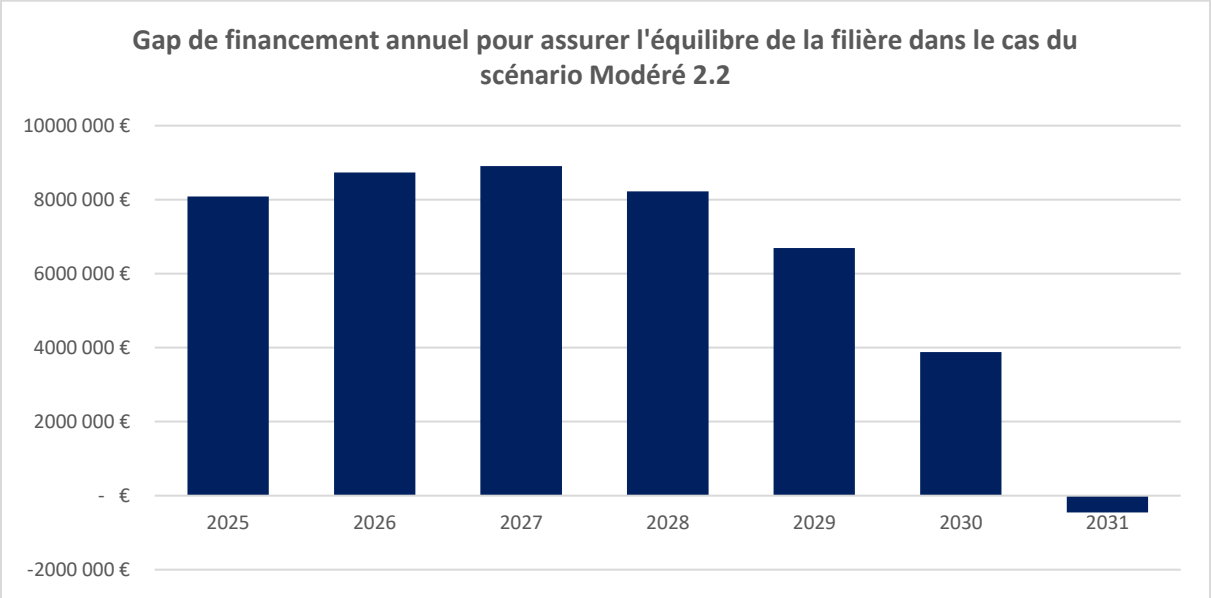
Ces résultats confirment que la montée en volume est indispensable pour mieux absorber les coûts fixes, tandis que les gains de productivité renforcent la baisse des coûts et accélèrent l'accès à la rentabilité.

La baisse du coût complet se traduit par une amélioration progressive de la marge unitaire comme le montre le graphique suivant, en supposant que le chiffre d'affaires par bouteille reste constant à 0,65 €, soit le niveau observé en 2025.



Initialement déficitaire de 0,81 € par bouteille en 2025, la marge se redresse à mesure que les volumes augmentent et que les coûts diminuent. Elle devient positive dès 2030 dans le scénario ambitieux, avec une marge de 0,09 € par bouteille, et en 2031 dans le scénario modéré, avec une marge de 0,01 €. À l'horizon 2035, elle atteint respectivement 0,33 € et 0,23 € par bouteille. L'écart entre les deux trajectoires illustre la forte sensibilité de la rentabilité aux volumes lavés.

Le scénario Modéré 2.2, retenu comme scénario de référence, permettant d'envisager une rentabilité à moyen terme sans retenir l'hypothèse de croissance la plus volontariste puisqu'il illustre une croissance annuelle des volumes lavés de 40%. Dans cette trajectoire, la filière atteint la rentabilité en 2031. Dans l'intervalle, les opérateurs doivent assumer des coûts fixes importants et supporter des marges négatives. Le soutien à court terme reste donc essentiel pour combler ce déficit transitoire.



Au total, le besoin de financement cumulé sur la période 2025-2030 s'élève à environ 45 millions d'euros. Il est estimé à environ 8 millions d'euros en 2025 et augmente ensuite pour atteindre un pic de près de 9 millions d'euros en 2027, avant de diminuer progressivement avec la montée en volume et l'amélioration de la productivité. En 2031, le gap devient négatif, ce qui traduit l'atteinte de l'équilibre économique dans le scénario modélisé.

Il est toutefois important de noter que ces montants représentent un ordre de grandeur du financement nécessaire pour combler le déficit économique des opérateurs et laveurs de bouteilles et non au budget total à injecter dans la filière. En effet, ces projections financières sont directement conditionnées à une hausse significative des volumes collectés, laquelle nécessitera des soutiens à la sensibilisation des consommateurs ainsi que des aides aux producteurs et distributeurs non modélisés dans ce calcul. Les 45 millions d'euros estimés devront donc être complétés par des financements destinés à créer les conditions de cette montée en volume.

Ces résultats soulignent néanmoins l'importance de maintenir un accompagnement financier à court terme pour éviter que les difficultés économiques actuelles ne contraignent les acteurs à mettre la clé sous la porte et ne mettent en péril la survie de la filière du réemploi. L'objectif est de franchir ce cap de financement transitoire pour permettre à la filière d'atteindre la rentabilité à partir de 2031, et ainsi de réduire progressivement sa dépendance aux aides.

> Ces projections montrent que la filière peut **atteindre la rentabilité dès 2031** grâce à une croissance annuelle des volumes de bouteilles lavées de 40%. Les volumes permettent de réaliser des économies d'échelle mais ils sont également la condition sine qua non aux gains de productivité, responsables de la baisse des coûts variables unitaires. Dans l'intervalle, les opérateurs doivent assumer des coûts fixes importants et supporter des marges négatives. Le soutien à court terme reste donc essentiel pour accompagner la filière vers la rentabilité.

IV. Conclusions et orientations stratégiques

La filière du réemploi des bouteilles en verre est aujourd'hui déficitaire, mais ce déficit ne traduit pas nécessairement une absence de viabilité du modèle économique à moyen terme : la rentabilité est proche, sous condition d'atteindre les volumes suffisants. Pour y parvenir, il est essentiel de maintenir des soutiens à court terme et de mobiliser les moyens nécessaires pour accélérer le développement des volumes, financer les investissements et accompagner les opérateurs jusqu'à ce que leur activité atteigne une échelle suffisante. L'enjeu n'est plus seulement de soutenir la survie de la filière, mais de lui donner les moyens de passer le cap qui la sépare de la rentabilité.

A. Le rôle capital de l'augmentation des volumes

L'augmentation des volumes constitue le principal levier d'amélioration de l'équilibre économique de la filière. En 2025, le coût variable de la boucle, estimé à 0,52 € par bouteille, est relativement proche du chiffre d'affaires généré, estimé à 0,65 € par bouteille. Ce sont principalement les coûts fixes (0,94 € par bouteille) qui gonflent le coût complet à 1,46 € et conduisent à une perte de 0,81 € par bouteille. Ces charges, liées notamment aux infrastructures, aux équipements et aux ressources humaines, sont réparties sur un nombre encore limité de bouteilles, ce qui renchérit leur coût unitaire.

L'augmentation des volumes permettrait de mieux utiliser les capacités existantes et de répartir ces coûts fixes sur davantage de bouteilles.

Elle constitue également une condition indispensable à la baisse des coûts variables unitaires : des flux plus importants et plus réguliers facilitent l'optimisation des tournées de collecte, le remplissage des véhicules et l'utilisation des lignes de lavage. Le développement des volumes et l'amélioration de la productivité doivent donc être menés conjointement, en mobilisant l'ensemble des acteurs de la boucle. Cette réflexion a été développée dans la proposition de déploiement national élaborée par Léko en octobre 2026. Elle se nourrit de cette étude et va plus loin dans l'évaluation des besoins de financement de la filière, en considérant tous les acteurs de la boucle et non uniquement les opérateurs. Elle met en effet en avant quatre piliers complémentaires à soutenir : les opérateurs du réemploi, les metteurs en marché, les distributeurs et la sensibilisation des consommateurs. Elle formule des préconisations de financement pour chacun de ces piliers à l'horizon 2031, afin de donner à l'ensemble des acteurs les moyens de franchir un cap et de pérenniser le développement du réemploi. Les montants préconisés et leur répartition sont détaillés en *annexe 4*.

B. Une filière qui pourrait atteindre la rentabilité dès 2031

Les scénarios prospectifs montrent qu'une trajectoire de rentabilité est atteignable à partir d'un seuil autour de 90 millions de bouteilles lavées par an. Avec une croissance des volumes d'environ 40% par an, ce seuil de rentabilité pourrait être atteint dès 2031. Le scénario illustrant cette trajectoire est le scénario modéré 2.2, optimiste mais atteignable et considéré comme la trajectoire de référence de l'étude. Il prévoit une baisse du coût variable unitaire de 0,52 € en 2025 à environ 0,31 € en 2035, et une diminution du coût complet unitaire de 1,46 € à environ 0,42 €. La marge unitaire deviendrait ainsi positive en 2031.

Ces résultats restent conditionnés à la réalisation des hypothèses de croissance et de productivité retenues. Ils montrent néanmoins qu'une trajectoire de développement suffisamment ambitieuse pourrait permettre à la filière de sortir progressivement de sa dépendance aux soutiens financiers.

C. Un besoin de soutiens à court terme

Le déficit national de 8,1 M€ en 2025 montre que les opérateurs ne disposent pas aujourd'hui des revenus suffisants pour absorber leurs charges. Dans le scénario modéré, le besoin de financement atteindrait un pic d'environ 9 millions d'euros en 2027, avant de diminuer progressivement. Cette trajectoire souligne la nécessité de maintenir un accompagnement financier pendant la phase de montée en charge. En effet, sans soutien, certains opérateurs ne seraient donc pas en mesure de franchir la période de montée en charge nécessaire à l'atteinte du seuil de rentabilité.

Afin de maximiser l'efficacité des soutiens à court terme, trois piliers complémentaires doivent être considérés :

- Accélérer la croissance des volumes, grâce à la sensibilisation des consommateurs, au développement des dispositifs de retour et à la mobilisation des producteurs et distributeurs.
- Financer les investissements nécessaires, notamment dans les capacités de lavage, les équipements de collecte, les infrastructures de massification et les outils de tri.
- Soutenir temporairement les coûts variables, en particulier ceux de collecte, de lavage et de tri, tant que les volumes restent insuffisants et que les gains de productivité ne se sont pas pleinement matérialisés.

La priorité est donc de **soutenir simultanément la croissance des volumes et les gains de productivité**. C'est cette combinaison qui permettra de réduire le coût unitaire du réemploi et d'atteindre l'équilibre économique à moyen terme.

Ces soutiens doivent être conçus comme un mécanisme de transition, dont le besoin diminue avec la progression des volumes et l'amélioration des performances opérationnelles. **L'objectif n'est pas de compenser durablement les déficits, mais de donner aux opérateurs les moyens de franchir une phase de développement encore fragile**. L'enjeu pour les pouvoirs publics et les éco-organismes est donc moins de financer durablement un déficit que de permettre à la filière de franchir le cap de la montée en volume, qui permettra progressivement de réduire les besoins de financements.

Annexes

Annexe 1 : Exemple de fichier de collecte pour un opérateur

Bloc	Etape	Indicateur	Unité	Valeur	Internalisé / externalisé	Commentaires
Volumes	Collecte	Bouteilles collectées	nb/an		NA	
Volumes	Lavage	Bouteilles lavées	nb/an		NA	
Volumes	Tri	Rebut au tri	nb/an ou %		NA	
Volumes	Lavage	Rebut après lavage	nb/an ou %		NA	
Volumes	Collecte	Points de collecte	nb		NA	
Volumes	Collecte	Collecte en casiers	nb ou %		NA	
Volumes	Collecte	Collecte en palox	nb ou %		NA	
Volumes	Collecte	GMS collectés	nb ou %		NA	
Volumes	Collecte	GSS collectés	nb ou %		NA	
Volumes	Collecte	Producteurs collectés	nb ou %		NA	
Volumes	Collecte	RVM	nb ou %		NA	
Volumes	Collecte	Distance logistique moyenne de collecte	km		NA	
Volumes	Collecte	Distance logistique moyenne entre massification et lavage	km		NA	
OPEX variable	Collecte	Collecte (hors amortissement véhicule)	€/an			*Main œuvre, carburant, etc*
OPEX variable	Tri	Tri (hors amortissement)	€/an			*Main œuvre, énergie, etc*
OPEX variable	Massification	Massification (hors amortissement)	€/an			*Main œuvre, énergie, etc*
OPEX variable	Transport	Massification > lavage (hors amortissement)	€/an			*Main œuvre, carburant, etc*
OPEX variable	Lavage	Lavage (hors amortissement)	€/an			*Main œuvre, eau, énergie, consommables*
OPEX variable	Lavage	Maintenance station de lavage	€/an			
OPEX variable	Distribution	Distribution bouteilles après lavage	€/an			*Main œuvre, carburant, etc*
OPEX fixe	Transverse	Salaires fixes support	€/an			
OPEX fixe	Transverse	Loyer si locataire	€/an			Quel montant pour quel batiment ?
OPEX fixe	Transverse	IT / traçabilité des bouteilles	€/an			
OPEX fixe	Transverse	Commercial / marketing / sensibilisation	€/an			
OPEX fixe	Transverse	Autres ?	€/an			Merci de préciser
CAPEX	Lavage	Station / machines de lavage	€ année N		NA	
CAPEX	Transport	Flotte de véhicules	€ année N		NA	
CAPEX	Transverse	Parc de bouteilles réemployables neuves	€ année N		NA	
CAPEX	Transverse	Parc de bouteilles réemployées lavées	€ année N		NA	
CAPEX	Transport	Outils de collecte (casiers / palox)	€ année N		NA	
CAPEX		Bâtiments / entrepôts	€ année N		NA	
CAPEX		Autres investissements ?	€ année N		NA	
Amortissements	Lavage	Amortissement machine lavage	€/an		NA	
Amortissements	Transport	Amortissement flotte logistique	€/an		NA	
Amortissements		Amortissement batiments	€/an		NA	
Amortissements		Autres amortissements ?	€/an		NA	Merci de préciser
Revenus		CA total	€/an		NA	
Revenus		CA vente de bouteilles réemployées lavées	€/an		NA	
Revenus		CA accompagnement des producteurs	€/an		NA	
Revenus		CA abonnement des points de collecte	€/an		NA	
Revenus		CA R&D	€/an		NA	
Revenus		Subventions / soutiens	€/an		NA	
Revenus		Autres revenus ?	€/an		NA	Merci de préciser

Annexe 2 : Scénarios « volume seul »

1.1 Conservateur

Evolution en %	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Croissance volumes (%)	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%

Indicateurs	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Volumes lavés	10 000 000	12 000 000	14 400 000	17 280 000	20 736 000	24 883 200	29 859 840	35 831 808	42 998 170	51 597 804	61 917 364
Coût variable unitaire	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €
Coûts variables totaux	5 179 761 €	6 215 714 €	7 458 856 €	8 950 627 €	10 740 753 €	12 888 904 €	15 466 684 €	18 560 021 €	22 272 025 €	26 726 430 €	32 071 717 €
Charges fixes totales	9 408 077 €	10 468 077 €	11 528 077 €	12 588 077 €	13 678 077 €	14 798 077 €	15 918 077 €	17 068 077 €	18 278 077 €	19 518 077 €	20 818 077 €
Charges fixes / bouteille	0,94 €	0,87 €	0,80 €	0,73 €	0,66 €	0,59 €	0,53 €	0,48 €	0,43 €	0,38 €	0,34 €
Coût complet / bouteille	1,46 €	1,39 €	1,32 €	1,25 €	1,18 €	1,11 €	1,05 €	0,99 €	0,94 €	0,90 €	0,85 €
CA unitaire	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €
CA total	6 505 132 €	7 806 158 €	9 367 390 €	11 240 868 €	13 489 042 €	16 186 850 €	19 424 220 €	23 309 064 €	27 970 877 €	33 565 052 €	40 278 062 €
Résultat global	- 8 082 706 €	- 8 877 632 €	- 9 619 543 €	- 10 297 837 €	- 10 929 789 €	- 11 500 131 €	- 11 960 542 €	- 12 319 034 €	- 12 579 226 €	- 12 679 456 €	- 12 611 731 €

1.2 Modéré

Evolution en %	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Croissance volumes (%)	20%	30%	35%	40%	40%	40%	40%	40%	40%	40%	40%
			32%								

Indicateurs	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Volumes lavés	10 000 000	13 000 000	17 550 000	24 570 000	34 398 000	48 157 200	67 420 080	94 388 112	132 143 357	185 000 700	259 000 979
Coût variable unitaire	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €
Coûts variables totaux	5 179 761	6 733 690 €	9 090 481 €	12 726 673 €	17 817 343 €	24 944 280 €	34 921 992 €	48 890 789 €	68 447 104 €	95 825 946 €	134 156 324 €
Charges fixes totales	9 408 077 €	10 498 077 €	11 618 077 €	12 828 077 €	14 098 077 €	15 488 077 €	17 058 077 €	18 838 077 €	20 948 077 €	23 508 077 €	26 728 077 €
Charges fixes / bouteille	0,94 €	0,81 €	0,66 €	0,52 €	0,41 €	0,32 €	0,25 €	0,20 €	0,16 €	0,13 €	0,10 €
Coût complet / bouteille	1,46 €	1,33 €	1,18 €	1,04 €	0,93 €	0,84 €	0,77 €	0,72 €	0,68 €	0,65 €	0,62 €
CA unitaire	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €
CA total	6 505 132 €	8 456 672 €	11 416 507 €	15 983 109 €	22 376 353 €	31 326 894 €	43 857 652 €	61 400 712 €	85 960 997 €	120 345 396 €	168 483 554 €
Résultat global	- 8 082 706 €	- 8 775 095 €	- 9 292 052 €	- 9 571 641 €	- 9 539 067 €	- 9 105 463 €	- 8 122 418 €	- 6 328 154 €	- 3 434 184 €	1 011 373 €	7 599 153 €

1.3 Ambitieux

Evolution en %	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Croissance volumes (%)	20%	35%	39%	70%	70%	70%	70%	70%	70%	70%	70%
			37%								

Indicateurs	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Volumes lavés	10 000 000	13 500 000	18 765 000	31 900 500	54 230 850	92 192 445	156 727 157	266 436 166	452 941 482	770 000 520	1 309 000 884
Coût variable unitaire	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €	0,52 €
Coûts variables totaux	5 179 761	6 992 678 €	9 719 822 €	16 523 697 €	28 090 286 €	47 753 486 €	81 180 926 €	138 007 574 €	234 612 875 €	398 841 888 €	678 031 209 €
Charges fixes totales	9 408 077	10 498 077 €	11 648 077 €	13 038 077 €	14 698 077 €	16 808 077 €	19 728 077 €	24 498 077 €	31 578 077 €	42 588 077 €	60 258 077 €
Charges fixes / bouteille	0,94 €	0,78 €	0,62 €	0,41 €	0,27 €	0,18 €	0,13 €	0,09 €	0,07 €	0,06 €	0,05 €
Coût complet / bouteille	1,46 €	1,30 €	1,14 €	0,93 €	0,79 €	0,70 €	0,64 €	0,61 €	0,59 €	0,57 €	0,56 €
CA unitaire	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €
CA total	6 505 132 €	8 781 928 €	12 206 880 €	20 751 696 €	35 277 883 €	59 972 402 €	101 953 083 €	173 320 241 €	294 644 411 €	500 895 498 €	851 522 346 €
Résultat global	- 8 082 706 €	- 8 708 827 €	- 9 161 019 €	- 8 810 078 €	- 7 510 479 €	- 4 589 161 €	1 044 080 €	10 814 591 €	28 453 458 €	59 465 533 €	113 233 060 €

Annexe 3 : Scénarios avec gains de productivité

Scénario 2.1 Conservateur

Evolution en %	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Croissance volumes (%)	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%

Indicateurs	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Volumes lavés	10 000 000	12 000 000	14 400 000	17 280 000	20 736 000	24 883 200	29 859 840	35 831 808	42 998 170	51 597 804	61 917 364
Coût de collecte	0,11 €	0,11 €	0,11 €	0,10 €	0,10 €	0,10 €	0,09 €	0,09 €	0,09 €	0,09 €	0,08 €
Coût de massification	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €
Coût de tri	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,05 €	0,05 €	0,05 €	0,05 €	0,05 €
Coût de transport	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €
Coût de lavage	0,23 €	0,23 €	0,22 €	0,20 €	0,20 €	0,19 €	0,18 €	0,17 €	0,16 €	0,15 €	0,14 €
Coût de distribution	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €
Coût variable unitaire	**0,52 €**	**0,52 €**	**0,50 €**	**0,48 €**	**0,47 €**	**0,46 €**	**0,44 €**	**0,44 €**	**0,42 €**	**0,41 €**	**0,39 €**
Coûts variables totaux	5 179 761 €	6 245 873 €	7 258 176 €	8 304 160 €	9 809 987 €	11 411 795 €	13 261 928 €	15 610 632 €	17 938 360 €	20 933 937 €	24 292 569 €
Charges fixes totales	9 408 077 €	10 468 077 €	11 528 077 €	12 588 077 €	13 678 077 €	14 798 077 €	15 918 077 €	17 068 077 €	18 278 077 €	19 518 077 €	20 818 077 €
Charges fixes / bouteille	0,94 €	0,87 €	0,80 €	0,73 €	0,66 €	0,59 €	0,53 €	0,48 €	0,43 €	0,38 €	0,34 €
Coût complet / bouteille	**1,46 €**	**1,39 €**	**1,30 €**	**1,21 €**	**1,13 €**	**1,05 €**	**0,98 €**	**0,91 €**	**0,84 €**	**0,78 €**	**0,73 €**
CA unitaire	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €
CA total	6 505 132 €	7 806 158 €	9 367 390 €	11 240 868 €	13 489 042 €	16 186 850 €	19 424 220 €	23 309 064 €	27 970 877 €	33 565 052 €	40 278 062 €
Résultat global	- 8 082 706,49 €	- 8 907 792 €	- 9 418 863 €	- 9 651 369 €	- 9 999 022 €	- **10 023 023 €**	- 9 755 785 €	- 9 369 646 €	- 8 245 560 €	- 6 886 962 €	- 4 832 583 €

Scénario 2.2 Modéré

Evolution en %	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Croissance volumes (%)	20%	30%	35%	40%	40%	40%	40%	40%	40%	40%	40%

Indicateurs	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Volumes lavés	10 000 000	13 000 000	17 550 000	24 570 000	34 398 000	48 157 200	67 420 080	94 388 112	132 143 357	185 000 700	259 000 979
Coût de collecte	0,11 €	0,11 €	0,10 €	0,10 €	0,09 €	0,09 €	0,08 €	0,08 €	0,07 €	0,06 €	0,06 €
Coût de massification	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €
Coût de tri	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,05 €	0,05 €	0,05 €	0,05 €	0,05 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €
Coût de transport	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €
Coût de lavage	0,23 €	0,23 €	0,22 €	0,19 €	0,17 €	0,15 €	0,14 €	0,12 €	0,11 €	0,10 €	0,11 €
Coût de distribution	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,05 €
Coût variable unitaire	**0,52 €**	**0,51 €**	**0,50 €**	**0,46 €**	**0,44 €**	**0,41 €**	**0,39 €**	**0,36 €**	**0,34 €**	**0,33 €**	**0,31 €**
Coûts variables totaux	5 179 761 €	6 693 943 €	8 703 557 €	11 379 197 €	14 974 772 €	19 722 448 €	26 344 242 €	34 447 163 €	45 478 060 €	60 747 131 €	81 391 458 €
Charges fixes totales	9 408 077 €	10 498 077 €	11 618 077 €	12 828 077 €	14 098 077 €	15 488 077 €	17 058 077 €	18 838 077 €	20 948 077 €	23 508 077 €	26 728 077 €
Charges fixes / bouteille	0,94 €	0,81 €	0,66 €	0,52 €	0,41 €	0,32 €	0,25 €	0,20 €	0,16 €	0,13 €	0,10 €
Coût complet / bouteille	**1,46 €**	**1,32 €**	**1,16 €**	**0,99 €**	**0,85 €**	**0,73 €**	**0,64 €**	**0,56 €**	**0,50 €**	**0,46 €**	**0,42 €**
CA unitaire	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €
CA total	6 505 132 €	8 456 672 €	11 416 507 €	15 983 109 €	22 376 353 €	31 326 894 €	43 857 652 €	61 400 712 €	85 960 997 €	120 345 396 €	168 483 554 €
Résultat global	- 8 082 706,49 €	- 8 735 349 €	- 8 905 127 €	- 8 224 165 €	- 6 696 496 €	- **3 883 631 €**	455 332 €	8 115 472 €	19 534 860 €	36 090 188 €	60 364 019 €

Scénario 2.3 Ambitieux

Evolution en %	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Croissance volumes (%)	20%	35%	39%	70%	70%	70%	70%	70%	70%	70%	70%

Indicateurs	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Volumes lavés	10 000 000	13 500 000	18 765 000	31 900 500	54 230 850	92 192 445	156 727 157	266 436 166	452 941 482	770 000 520	1 309 000 884
Coût de collecte	0,11 €	0,11 €	0,10 €	0,09 €	0,09 €	0,08 €	0,07 €	0,06 €	0,05 €	0,05 €	0,05 €
Coût de massification	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €
Coût de tri	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,05 €	0,05 €	0,05 €	0,05 €	0,05 €	0,04 €	0,04 €	0,04 €
Coût de transport	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €	0,02 €
Coût de lavage	0,23 €	0,23 €	0,22 €	0,19 €	0,16 €	0,14 €	0,11 €	0,10 €	0,09 €	0,09 €	0,07 €
Coût de distribution	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,06 €	0,05 €	0,05 €	0,05 €	0,04 €
Coût variable unitaire	**0,52 €**	**0,51 €**	**0,49 €**	**0,45 €**	**0,42 €**	**0,38 €**	**0,34 €**	**0,31 €**	**0,29 €**	**0,29 €**	**0,26 €**
Coûts variables totaux	5 179 761 €	6 930 514 €	9 254 610 €	14 432 708 €	22 596 538 €	35 302 088 €	53 782 743 €	82 885 928 €	131 881 621 €	224 402 746 €	341 017 747 €
Charges fixes totales	9 408 077 €	10 498 077 €	11 648 077 €	13 038 077 €	14 698 077 €	16 808 077 €	19 728 077 €	24 498 077 €	31 578 077 €	42 588 077 €	60 258 077 €
Charges fixes / bouteille	0,94 €	0,78 €	0,62 €	0,41 €	0,27 €	0,18 €	0,13 €	0,09 €	0,07 €	0,06 €	0,05 €
Coût complet / bouteille	**1,46 €**	**1,29 €**	**1,11 €**	**0,86 €**	**0,69 €**	**0,57 €**	**0,47 €**	**0,40 €**	**0,36 €**	**0,35 €**	**0,31 €**
CA unitaire	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €	0,65 €
CA total	6 505 132 €	8 781 928 €	12 206 880 €	20 751 696 €	35 277 883 €	59 972 402 €	101 953 083 €	173 320 241 €	294 644 411 €	500 895 498 €	851 522 346 €
Résultat global	- 8 082 706,49 €	- 8 646 663 €	- 8 695 807 €	- 6 719 089 €	- 2 016 731 €	**7 862 237 €**	28 442 263 €	65 936 237 €	131 184 712 €	233 904 674 €	450 246 522 €

Annexe 4 : Synthèse des soutiens par acteurs proposés par Léko dans le cadre du déploiement national

		2027	2028	2029	2030	2031
Soutiens aux producteurs	Par bouteille de bière de 75cl	0,10€	0,10€	0,10€	0,08€	0,06€
	Par bouteille de bière de 33cl	0,18€	0,18€	0,18€	0,16€	0,14€
	Par bouteille de vin de 75cl	0,17€	0,17€	0,17€	0,13€	0,08€
	Par bouteille de soft de 75cl	0,17€	0,17€	0,17€	0,13€	0,08€
	Par bouteille de soft de 33cl	0,18€	0,18€	0,18€	0,16€	0,14€
	Par bouteille de soft de 1L	0,10€	0,10€	0,10€	0,08€	0,06€
Soutiens aux distributeurs	Forfait maximum par magasin / mois Ou forfait max par bouteilles collectées	300€ ou 0,3€	300€ ou 0,25€	300€ ou 0,20€	300€ ou 0,175€	300€ ou 0,15€
Soutiens à la mobilisation du consommateur	Forfait par animation en magasin (6/an)	250€	250€	250€	250€	250€
	Forfait max de supports de communication par magasin (par an)	200€	200€	200€	200€	200€
	Plan média, calculé par point de collecte et par an	1800€	1800€	1800€	1200€	600€
Soutiens aux opérateurs	Soutien à l'industrialisation	10M€	10M€	10M€	10M€	10M€

Léko
82 avenue du Maine,
75014 Paris

reemploi@leko-organisme.fr